



## LES FAITS MARQUANTS DE LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE "BIODIVERSITÉ: SCIENCE ET GOUVERNANCE": MERCREDI 26 JANVIER 2005

Mercredi, les participants à la Conférence Internationale "Biodiversité: Science et Gouvernance" se sont réunis en sessions plénières et en séances d'ateliers. Le matin, la Plénière a entendu des exposés sur la biodiversité et la gestion des ressources vivantes. L'après-midi, des ateliers se sont réunis autour des thèmes: de la gouvernance de la biodiversité; de l'agriculture; de la sensibilisation environnementale et de la communication en matière de biodiversité; de l'approche intégrée à l'égard de la biodiversité; de l'innovation; des indicateurs et de l'objectif 2010; des régimes d'appropriation et des systèmes de gestion; et de la gestion de la biodiversité tropicale et subtropicale – les forêts et les îles.

*NDLR: la couverture des ateliers a été limitée à ceux décrits plus loin, dont la sélection a été faite suivant des priorités définies par les organisateurs de la Conférence.*

### PLENIÈRE

**BIODIVERSITÉ ET GESTION DES RESSOURCES VIVANTES:** Peter Schei, Président de 'BirdLife International', a présidé la session consacrée au thème biodiversité et gestion des ressources vivantes. Il a déclaré que le défi le plus important à relever dans la gestion des ressources naturelles, intéresse davantage les facteurs socioéconomiques que les connaissances scientifiques.

**Exposés:** Jeremy Jackson, du 'Smithsonian Tropical Research Institute', a parlé de la biodiversité marine et de la viabilité des pêcheries. Soulignant que l'état de la biodiversité des océans est pire que celui de la biodiversité de la terre ferme, il a déclaré que les principaux facteurs contribuant à la dégradation du milieu marin englobent: l'érosion d'un grand nombre d'espèces marines; la destruction des plateaux continentaux; l'expansion des espèces exotiques envahissantes; le réchauffement des océans; la contamination de la chaîne alimentaire marine; et l'eutrophie. Il a conclu que l'un des plus grands défis à relever par les pêcheries viables, consiste à passer de la dégradation du milieu marin à un rétablissement satisfaisant pour l'être humain.

Emile Frison, Directeur de l'Institut International des Ressources Phytogénétiques, a présenté un exposé sur le thème biodiversité et agriculture, axé sur le rôle de l'agriculture dans la réalisation des Objectifs de Développement du Millénaire. Soulignant que 854 millions de personnes souffrent encore de la faim et que 2 milliards de personnes souffrent de malnutrition, il a expliqué la manière dont l'utilisation de la biodiversité peut aider à l'allègement de la pauvreté et de la faim. Il a précisé que l'accroissement de la productivité et la diversification de la diète exigent une meilleure utilisation de la biodiversité, y compris, une plus grande diversité génétique et une utilisation à la fois plus large et plus intensive des espèces. Il a recommandé: une focalisation sur les cultures traditionnelles négligées et sous exploitées; l'amélioration des pratiques culturales; la diversification des produits; et l'investissement dans l'agriculture.

David Kaimowitz, Directeur Général du Centre International de Recherche Forestière, a souligné que l'être humain fait partie intégrante de la vie forestière. Faisant noter que bon nombre d'êtres humains vulnérables sont tributaires des forêts, il a souhaité voir l'accent placé plutôt sur les moyens d'existence menacés de disparition que sur uniquement la biodiversité menacée d'érosion, et a présenté des exemples illustrant l'importance des plantes médicinales et de la viande de brousse, pour les populations locales. Soulignant que la préservation de la biodiversité peut constituer une menace pour ces moyens d'existence, il a appelé à des régulations tenant compte des priorités locales. Kaimowitz a conclu qu'une compensation à long terme est cruciale pour la préservation.

Madhav Gadgil, de l'Indian Institute of Science, a parlé des dimensions culturelles et de l'utilisation locale de la biodiversité,

focalisant son propos sur le savoir écologique et pratiques préservatrices des communautés locales. Il a déclaré que le savoir traditionnel est pratique, expérientiel et localisé, et qu'il profite beaucoup à la préservation de la biodiversité. Il a également souligné que les pratiques de préservation doivent être bien en phase avec la variabilité des écosystèmes complexes. Il a plaidé en faveur de l'élaboration d'un registre des pratiques de la préservation de la biodiversité, pour aider à la conception des plans de préservation et de gestion. Gadgil a souligné l'importance de la communication entre les scientifiques et les populations locales, car les premiers sont détenteurs de connaissances scientifiques et de technologies et les autres sont détenteurs de savoirs écologiques pratiques et de sagesse traditionnelle.

**Table ronde:** Le Président de la Table ronde, Mohan Munasinghe, de l'Institut Munasinghe pour le Développement du Sri Lanka, a déclaré que le tsunami qui a frappé récemment la région du Sud-est asiatique a révélé qu'une gestion environnementale inefficace peut diminuer les capacités de résistance des écosystèmes et rendre les populations vulnérables aux catastrophes naturelles.

Soulignant que les organismes génétiquement modifiés constituent une menace pour la diversité biologique et culturelle, Giuseppe Ambrosio, du Ministère Italien de la Politique Agricole et des Forêts, a mis en garde contre leur utilisation dans l'agriculture.

Natarajan Ishwaran, de l'UNESCO, a déclaré que la décision prise par le gouvernement australien d'accroître le nombre de zones interdites à la pêche dans la région du Great Barrier Reef, illustre bien l'interaction établie entre la science, la gouvernance et la décision politique.

Jean-Luc Roux, de Greenpeace International, a souligné l'importance de la bonne gouvernance et de l'implication de tous les acteurs, y compris les communautés locales, dans les efforts visant à faire face à l'exploitation forestière illégale et à la pêche illicite.

Rosalía Arteaga Serrano, Secrétaire Générale de l'Organisation du Traité de Coopération de l'Amazonie, a souligné que les pays industrialisés sont largement responsables du déclin de la biodiversité de l'Amazonie, a cause de leurs subventions agricoles et de leur achat du bois d'œuvre récolté de manière illégale et d'animaux issus de prises illicites.

Les représentants des Jeunes ont fait part de leurs réserves concernant l'état de la biodiversité mondiale.

### ATELIERS

**GOVERNANCE:** Bertrand-Pierre Galey, Directeur Général du Musée National Français d'Histoire Naturelle (MNHN), a mis en exergue le rôle des musées dans l'éducation et dans les échanges d'informations.

Hamdallah Zedan, Secrétaire Exécutif de la Convention sur la Diversité Biologique (CDB), a présenté une déclaration thème, dans laquelle il a souligné le besoin: d'une coordination entre les accords ayant trait à la biodiversité; d'une communication entre les correspondants nationaux des divers accords internationaux; et de l'implication des communautés locales dans les processus politiques nationaux.

David Brackett, de 'Environment Canada', a présidé la séance de l'atelier consacré à l'efficacité des mesures de préservation et d'utilisation durable. Dans sa déclaration thème, Joshua Bishop, de l'UICN, a présenté des études de cas portant sur la valorisation des forêts européennes et des écosystèmes de la planète, ainsi que sur les coûts des dégâts environnementaux, pour montrer l'importance de la préservation de la biodiversité et de son utilisation de manière viable. Il a plaidé en faveur de l'ouverture de nouveaux marchés pour la préservation de la biodiversité, du comblement des lacunes dans le financement de la préservation et de l'accroissement de l'aide au développement destinée à la biodiversité. Il a suggéré les formules suivantes pour mesurer l'efficacité de la préservation de la biodiversité: les coûts de la préservation par rapport au revenu par habitant; les coûts d'opportunité de la préservation; et l'analyse du rapport coût bénéfice de la préservation.



Dans le débat qui a suivi, un participant a proposé l'établissement d'un système permettant de faire payer ceux qui tirent profit de la préservation de la biodiversité. D'autres intervenants ont suggéré la mise en place de systèmes de propriété foncière et de droits de propriété intellectuelle (DPI), en guise de nouveaux instruments.

Au cours du débat qui a suivi, Aldo Consentino, du Ministère Italien de l'Environnement, a souligné le besoin de sensibiliser le public et d'intégrer diverses mesures favorisant la préservation. Leon Rajaobelina, Directeur Exécutif du Centre Malgache pour la Préservation de la Biodiversité, a parlé de l'expérience de son pays dans le domaine de l'amélioration de l'efficacité des mesures de préservation. Il a affirmé que le financement international, les politiques et les législations nationales, et les systèmes locaux de recouvrement direct, sont des éléments importants. Stefan Leiner, de la Direction Générale de l'Environnement de la CE, a déclaré que toutes les mesures et tous les instruments disponibles devraient s'apporter un soutien mutuel et être intégrés. Braulio Dias, du Ministère Brésilien de l'Environnement, a mis l'accent sur la nécessité d'intégrer la préservation de la biodiversité dans le développement économique et social. Jean-Marc Michel, du Ministère Français de l'Environnement, a déclaré que la protection et la bonne gestion sont également importantes pour la préservation de la biodiversité. Tom Dedeurwaerdere, de l'Université Catholique de Louvain, a déclaré que les DPI peuvent servir à engendrer des ressources pour la préservation de la biodiversité et les profits tirés de la préservation de la biodiversité devraient être partagés avec les communautés locales.

**AGRICULTURE:** Le Président de l'Atelier, Harison Randriarimanana, Ministre Malgache de l'Agriculture et de la Pêche, a souligné la difficulté à dépasser la contradiction entre production et préservation.

Bernard Hubert, de l'Institut National Français pour la Recherche Agricole (INRA), a déclaré que la difficulté réside dans le fait que l'on considère la gestion des ressources naturelles comme un processus issu d'un croisement entre agronomie, écologie, sciences sociales, et savoirs traditionnels.

Jeffrey McNeely, de l'UICN, a présenté les vues des gestionnaires de la biodiversité sur l'agriculture. Il a décrit les voies et moyens d'améliorer le lien entre biodiversité et agriculture, notamment: l'utilisation de mesures incitatives pour la préservation de la biodiversité sauvage; la compensation des agriculteurs pour les dégâts causés par les espèces sauvages; la reconnaissance de la valeur des systèmes agricoles traditionnels et des droits fonciers des autochtones; la levée des barrières commerciales; et le recours aux technologies modernes.

Maria Fuentes, de la Direction Générale de l'Agriculture, de la CE, a parlé de la manière dont les préoccupations concernant la biodiversité, sont intégrées dans la réforme de la Politique Agricole Commune de l'Union Européenne (UE), décrivant les principales menaces et pressions, ainsi que les principaux obstacles posés, y compris, la faiblesse du soutien public et l'absence d'efforts de conscientisation. Elle a mis en exergue l'adoption du Plan d'Action relatif à la Biodiversité Agricole, qui utilise des mesures agro-environnementales.

Jean-Claude Lefeuvre, du MNHN, a donné un aperçu historique sur le lien entre l'agriculture et la biodiversité.

Guy Riba, de l'INRA, a parlé des voies et moyens de passer de l'agriculture à l'éco-agriculture, suggérant que la recherche se focalise, entre autres, sur le rôle fonctionnel de la biodiversité, l'écotoxicologie, les ressources génétiques, les pratiques propres et la diversification des espèces. S'agissant de la gouvernance, il a souligné la nécessité de promouvoir l'éco-agriculture à tous les niveaux, d'adapter les législations et les politiques régissant l'aide, et de promouvoir les pratiques novatrices.

Les participants ont entendu des exposés d'études des cas portant sur: la culture des crevettes à Madagascar; la gestion de l'Amazonie Brésilienne par les populations traditionnelles et migrantes; et, l'agriculture basée sur les écosystèmes de pâturage et la diversité microbienne dans les systèmes de production laitière dans les Alpes du Nord.

**INNOVATION:** Pierre Porcher, du Centre Français de Recherche Scientifique, a introduit la session consacrée au thème 'innovations et biodiversité', en soulignant que l'utilisation des ressources de la biodiversité a des implications juridiques et éthiques.

Le Président de l'Atelier, Bana Bihari Jana, de l'Université de Kalyani, en Inde, a défini l'ingénierie écologique comme étant la conception d'écosystèmes viables intégrant la société humaine avec l'environnement naturel, au profit des deux. Il a précisé que la biodiversité peut être un modèle pour l'innovation technique et, à son tour, l'ingénierie écologique peut rétablir les habitats et améliorer les moyens d'existence. Citant des exemples de gestion écologique des déchets, y compris dans le domaine de l'aquaculture alimentée par les eaux usées, il a déclaré que la conscientisation du public peut constituer un mécanisme efficace pour la prévention de l'érosion de la biodiversité.

Mark Ayre, de l'Agence Spatiale Européenne, a élaboré sur la biomimétique, qui est l'art de copier les matériels et les mécanismes biologiques à des fins d'ingénierie. Il a cité des exemples intégrant des muscles artificiels, des mécanismes de forage et de creusage, des plans architecturaux, et des vols. Soulignant que la biologie est un bon canevas pour la gestion de la complexité, il a précisé que notre compréhension accrue de la complexité peut contribuer à la préservation de la biodiversité.

Renée Borges, de l'Indian Institute of Science, a parlé de l'incapacité de l'Homme à valoriser de manière effective les écosystèmes et les produits naturels. Elle a montré que les composants chimiques naturels peuvent servir, entre autres, à la fabrication de médicaments et de pesticides naturels et au ralentissement des processus défavorables tels que la formation de bio films, et a élaboré sur l'échelle et la nature de l'utilisation des plantes médicinales, en Inde, et sur les difficultés qui y sont rencontrées.

Abordant le sujet de la réhabilitation des terres humides, William Mitsch, de l'Université de l'Etat de l'Ohio, a déclaré que les terres humides constituent le système rénal du paysage, car elles nettoient l'eau et diminuent les effets des inondations. Mettant en lumière la vulnérabilité des terres humides, en particulier au drainage, il a déclaré que les terres humides peuvent être réhabilitées ou même créées, pour peu que les plans prennent en ligne de compte les principes écologiques des terres humides.

Moses Mugabi, de la Kasese Cobalt Company, a présenté une étude de cas portant sur l'utilisation des micro-organismes pour la réhabilitation, en Ouganda, d'une zone souffrant d'une dégradation environnementale due aux activités minières. Il a précisé que les réussites du projet englobent: la régénération de la végétation locale et de la biodiversité associée; la création d'emplois; une prise de conscience environnementale accrue; la fourniture d'eau; une infrastructure améliorée; et un transfert de connaissances.

**INDICATEURS ET OBJECTIF 2010:** Dominique Richard, du Centre Européen de la Biodiversité, et Denis Couvet, du MNHN, ont présenté différents types d'indicateurs de la biodiversité ainsi que les exigences requises dans ce domaine.

Jo Mulongoy, de la CDB, et Gordon McInnes, de l'Agence Européenne pour l'Environnement, a parlé des objectifs à moyen terme, des buts ultimes et des indicateurs utilisés par la CDB et par l'UE pour l'évaluation des progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif 2010, consistant à réduire de manière significative le taux actuel des pertes subies par la biodiversité. Ils ont précisé que les indicateurs de la biodiversité doivent être, entre autres, pertinents aux politiques, abordables, sensibles, scientifiquement rationnels et largement acceptés.

Le Président de l'Atelier, Andrew Dobson, de l'Université de Princeton, a parlé des objectifs scientifiques derrière les indicateurs de la biodiversité, soulignant l'importance de l'élévation du profil des indicateurs environnementaux, aux yeux du public.

Charles McNeil, du Programme des Nations Unies pour le Développement, a parlé de la campagne 'biodiversité et Objectifs de Développement du Millénaire (ODM)'. Il a expliqué les raisons de l'interdépendance des ODM et de l'objectif 2010, et a recommandé la prise de mesures visant à rendre les ODM plus en phase avec la biodiversité.

David Sheppard, de l'UICN, a parlé des objectifs des aires protégées (AP), soulignant qu'ils doivent être ambitieux, traiter l'échelon national, impliquer des partenariats efficaces et être suivis de manière efficace. Il a également souligné l'importance de l'établissement, pour les AP, d'objectifs à la fois quantitatifs et qualitatifs.

McNeely a présenté des scénarios prévisionnels en soutien aux décisions politiques. Il a appelé à des indicateurs capables de modifier le comportement des consommateurs, tels que des prix, reflétant les coûts environnementaux réels des produits.

Don Waller, de l'Université du Wisconsin, a parlé des causes et des moteurs de l'érosion de la diversité végétale des paysages forestiers. Il a conclu que le déclin des populations végétales s'opère souvent de manière inaperçue en raison de la pénurie des données de base.

Romain Juilliard, du MNHN, a parlé des réussites actuelles et des défis futurs des indicateurs multi-espèces basés sur le suivi à grande échelle des oiseaux communs. Il a souligné que les indicateurs appliqués aux oiseaux sauvages sont activement utilisés par les décideurs politiques, en Europe.

Stuart Butchart, de 'BirdLife International', a parlé de la manière dont l'Indexe de la Liste Rouge de l'UICN peut servir à mesurer l'évolution des menaces pesant sur la biodiversité. Il a précisé que l'Indexe peut aider à mesurer les changements survenus dans l'état général des menaces posées, et venir compléter les indices démographiques de base, dans la résolution et la représentativité.

Frédéric Gosselin, de 'Cemagref', a parlé des indicateurs, des gradients écologiques et de la sélection des modèles, se focalisant sur une composition de trois espèces, en guise d'indicateur appliqué à la diversité floristique des forêts.